

Hier Israël soutenait Ben Ali et Mubarak, aujourd'hui Israël tire sur les « marcheurs » syriens et palestiniens désarmés

Le 5 Juin 2011 des réfugiés palestiniens et syriens, ont marché vers la frontière qui les sépare depuis des dizaines d'années de leurs terres, leurs maisons leurs villes, leurs racines et leur culture. Armés de leur seule conviction et de leurs droits, ils ont marché sur une frontière défendue par la troisième puissance militaire mondiale. La réponse d'Israël a été violente et sanglante: l'armée a tiré sur une manifestation sans armes et fait des dizaines de morts, des centaines de blessés.

Alors qu'Obama "*condamne la Syrie pour les heurts dans le Golan*" dont on ne précise plus qu'il est syrien, que l'Union Européenne appelle Israël à «mesurer et proportionner ses réponses», autant et plus que les Tunisiens, les Égyptiens, les Syriens, les Bahreïnais, les Yéménites, les Libyens... les Palestiniens ont aujourd'hui besoin de la solidarité des peuples pour que leurs droits soient défendus et protégés par la « communauté internationale » et nos gouvernements.

Les processus révolutionnaires, précédés souvent dans le silence des médias par de nombreux mouvements sociaux, sont apparus comme portés principalement par des forces jeunes qui marchent. Armés de la conscience de leurs droits, ils exigent partout dignité, liberté et justice sociale, et ont déjà abouti en Tunisie et en Égypte à la chute de dictateurs maintenus en place tant qu'ils servaient les intérêts des puissances occidentales.

Leur détermination a vaincu cet impérialisme qui les avait toujours condamnés, notamment au nom du « choc des civilisations », à subir le joug des pires dictatures parce que censées les préserver de l'intégrisme.

Ils ont lancé un relais que les Palestiniens ont saisi obtenant l'unité retrouvée entre le Hamas et le Fatah . Ils l'ont saisi et mettent leurs corps au service d'une résistance non violente sur les lieux du crime, ces frontières mobiles qui ne font que consacrer la loi du plus fort.

L'Union Juive Française pour la Paix apporte son soutien aux processus révolutionnaires arabes.

À Bahreïn, en Syrie, au Yémen et en Libye, les régimes dictatoriaux n'hésitent pas à provoquer de véritables bains de sang en tirant sur des manifestants ou en rasant des villes. L'UJFP soutient la révolte légitime de ces peuples et leur droit à résister pour obtenir le départ des dictateurs qui devront être jugés selon leur justice nationale, ou, si ces peuples en expriment la demande, devant des juridictions internationales.

Depuis sa création, l'UJFP soutient la résistance des Palestiniens contre la colonisation, l'épuration ethnique, l'occupation et l'apartheid, parce qu'elle s'inscrit dans la solidarité internationale au côté des peuples révoltés et aussi parce que la légitimité de la résistance des peuples occupés est reconnue et actée par le droit international. En Irak ou en Afghanistan, les interventions-invasions occidentales ont provoqué des centaines de milliers de morts et la dislocation durable des pays occupés. Trois mois après le début de l'intervention de l'OTAN en Libye, il est clair que le processus à l'œuvre est une tentative de figer les mouvements en cours à un stade compatible avec la poursuite de l'exploitation des richesses. L'UJFP condamne cette intervention.

Suite page 2

SOMMAIRE

p.1-2 Israël tire sur les marcheurs

p.3 Actualités du BDS

p.4 Brochure UJFP n° 3
« *BDS quelques textes* »

p.5-6 Ameer Makhoul : une année passée en prison

p.6 Qui sommes nous ?

p.7 Pétition « *Mamans toutes égales* »

p.8 C'est le blocus de Gaza qui est un scandale

UJFP expression

suite de la page 1

En Palestine depuis des années, la société civile oppose au fait colonial une résistance qui a d'ailleurs servi d'exemple à tous les peuples arabes en lutte. Des manifestations pour l'unité de la Palestine et contre le blocus de Gaza se sont multipliées malgré la répression. L'accord Fatah-Hamas, qui reprend dans ses grandes lignes le « Manifeste des prisonniers » palestiniens a été ratifié par la plupart des partis politiques palestiniens. C'est une incontestable victoire pour la Palestine qui s'accompagne de l'ouverture progressive de la frontière à Rafah. Il est probable que la Palestine déposera en septembre sa candidature à l'ONU. Pour les Palestiniens comme pour les anticolonialistes Israéliens, une telle reconnaissance est vécue comme un espoir, car elle sera un point d'appui supplémentaire pour leur lutte.

Obama a parlé du bout des lèvres des frontières de 1967 pour immédiatement dire le contraire devant le lobby sioniste étatsunien AIPAC. Et les États-Unis ont empêché à nouveau au Conseil de Sécurité la condamnation d'Israël pour la relance de la colonisation.

Nétanyahou, devant le congrès américain, annonce clairement son refus de tout retrait et de tout État palestinien. Cette déclaration provoque la remontée de sa popularité en Israël. En même temps des fractures apparaissent en Israël. Il y a même de la panique chez certains dirigeants et la crainte exprimée au plus haut niveau d'un isolement à terme.

En France si l'on peut se féliciter qu'Alain Juppé ait enfin accepté de recevoir les parents de Salah Hamouri, le ministre s'est déclaré impuissant à obtenir le moindre geste de la part d'Israël. La proposition d'une nouvelle « conférence de paix » comme moyen d'éviter la reconnaissance « unilatérale » de la Palestine par l'ONU apparaît pour le moment comme une simple gesticulation.

Dans un tel contexte, pour que tous les changements de cette période aboutissent à de véritables avancées l'UJFP appelle à

- exiger des sanctions contre l'occupant, son isolement au plan international, sa condamnation notamment pour crimes de guerres.
- poursuivre la solidarité internationale sous toutes ses formes
- renforcer la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) et en particulier la Campagne contre Agrexco. Le 26 novembre 2011 : journée européenne pour qu'Agrexco dégage du continent
- défendre toutes les personnes poursuivies en France pour avoir appelé au boycott contre Israël
- soutenir la flottille internationale qui va partir pour briser le blocus de Gaza.

L'UJFP appelle à la manifestation du 18 juin à Marseille pour le départ du bateau français.

Déclaration du Bureau National de l'UJFP réuni à Montpellier en marge du Premier Forum Européen contre AGREXCO - 7 juin 2011

Plus de textes, plus d'infos

Sur www.ujfp.org

Actualités du BDS



Succès du 1er Forum des Campagnes Européennes contre Agrexco

- COMMUNIQUÉ DE PRESSE -

Le premier Forum Européen des campagnes contre Agrexco s'est tenu les 4 et 5 juin 2011 à Montpellier. Organisé par la Coalition contre Agrexco France et le BNC (Comité National Palestinien du Boycott), il a rassemblé 22 délégués de 7 pays européens (Suisse, Italie, Angleterre, Hollande, Belgique, Allemagne, Catalogne) et 90 délégués venus de toute la France. Les norvégiens et suédois excusés ont envoyé un message de soutien.

En présence de Rafeef Zianah représentante du BNC, de Michael Deas coordinateur européen du BNC, et de 3 avocats palestiniens du barreau de Ramallah, les délégués ont travaillé sur deux axes majeurs des campagnes contre Agrexco : le boycott d'Agrexco et l'offensive juridique contre Agrexco. Ils ont échangé leurs expériences et évalué les modalités d'action dans une excellente ambiance d'écoute et de sympathie.

Le forum a montré l'existence d'une réelle mobilisation européenne contre Agrexco et révélé un large accord avec l'appel au Boycott du BNC palestinien. Le passage à une étape supérieure de la lutte s'est concrétisé par la construction d'une coordination européenne et l'adoption d'une journée d'action européenne de boycott d'Agrexco le samedi 26 novembre 2011.

Montpellier le 5 juin 2011



« Cette banque de données est le reflet du travail de terrain de militantes de la Coalition des femmes pour la paix, organisation féministe et pacifiste qui se consacre à mettre fin à l'occupation israélienne en Cisjordanie, à Gaza et sur le Plateau du Golan, ainsi que l'élaboration d'une paix juste en Israël/Palestine. »*

Ce site internet renferme énormément de renseignements sur « l'industrie de l'occupation », c'est à dire sur les entreprises qui bénéficient de l'économie liée à l'occupation, classés en trois catégories :

- la fabrication et l'infrastructure des colonies
- la surexploitation des travailleurs palestiniens liés aux conditions de guerre
- le contrôle des populations dans les Territoires occupés

Un formidable outil pour le BDS.

Dernier dossier mis en ligne *Les compagnies de sécurité privées et l'occupation israélienne* (mars 2011)

* <http://www.whoprofits.org/index.php>

UJFP

Union Juive Française pour la Paix

الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
התאחדות הישראלית הציונית למען השלום

EJJP EUROPEAN JEWS
FOR A JUST PEACE

B.D.S.
Quelques textes

Sommaire



1,5 euro
Hors série n° 3

- p 5 En guise d'introduction
- p 6-7 Appel au Boycott, au Désinvestissement et aux Sanctions contre Israël (Comité national palestinien pour le BDS)
- p 8-9 Appel pour boycott, désinvestissements et sanctions immédiats contre l'occupation israélienne (EJJP)
- p 10 Lettre ouverte à ceux qui envisagent de participer au banquet du CRIF (Bureau national de l'UJFP)
- p 11-12 Lettre ouverte de militant/es juifs pour la paix sur l'Antisémitisme, les Boycotts et l'affaire Hermann Dierkes
- p 13 Vinexpo soutient la politique d'annexion coloniale israélienne ! (UJFP Aquitaine)
- P 14-15-16 Appel et Charte de la Campagne B.D.S France

- p 17-18-19-20 Non à l'implantation de l'entreprise israélienne AGREXCO à Sète ! (texte collectif)
- p 21 Pour un BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions) en faveur des droits pour les Palestiniens (*Boycott from within* - Boycott de l'intérieur)
- p 22-23 Pourquoi nous, associations juives, boycottons-nous les produits israéliens ? (UJFP / IJAN)
- p 24-25 Lettre des Yes Men au Festival de cinéma de Jérusalem
- p 26-27-28 Boycottez Israël ! (Neve Gordon)
- p 29-30 Appel à des sanctions contre Israël (Collectif national pour une paix juste)
- p 31-32 Lettre d' Eyal Sivan adressé au Forum des images
- p 33-34-35 Boycott, Désinvestissement, Sanctions, une campagne pour la justice (Ivar Ekeland, Annick Coupé, Nahla Chahal, Michèle Sibony)
- p 36-37-38-39-40 Procès de militants du BDS : des procès politiques, une entraves à nos libertés (Michèle Sibony)
- p41-42 Solidarité avec Stéphane Hessel, Alima Boumediene-Thiery et toute les victimes de la répression (Collectif national pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens)
- p 43-44-45 Retour sur la censure dans les universités françaises (Dror Warschawski)
- p 46 Qui sommes-nous ?

+ Brochure hors série n°2
Qu'est-ce que EJJP ?
Juifs européens pour une Paix juste
(Europeans Jews for a just peace)

Commander à l'UJFP 21, ter rue Voltaire, 75011 Paris 06 68 12 78 21

Nom Prénom

Adresse

BDS 2euros* EJJP 1,5 euros*

les deux brochures 3euros*

* port compris

expression

"Une année passée en prison mais l'aspiration à la liberté reste aussi vivante que jamais"

Une année est passée depuis mon emprisonnement, une année très longue. Mais qu'est-elle comparée aux trois décennies que beaucoup de prisonniers palestiniens ont vécues et qu'ils continuent de vivre dans les prisons israéliennes ? Aucune comparaison pourtant ne doit être faite entre les militants palestiniens, ni entre les peines que leur infligent des juges qui ne sont après tout que des instruments au service de l'oppression. Ces peines sont toutes injustes et cruelles, car leur seul but est de nous subjuguer par la terreur. Mais il faut toujours garder à l'esprit une chose essentielle : quelle que soit leur durée, elles passent.

Ce qui se passe en Palestine obéit à une loi inexorable : à mesure qu'ils intensifient le terrorisme d'Etat et son cortège de persécutions et de déportations, notre détermination dans la lutte devient plus forte et plus ferme. Aucune force ne pourra arrêter la lutte que nous menons pour rester sur cette terre, pour préserver notre identité et restaurer les droits dont nous avons été spoliés. Ils voudraient réduire notre cause en des fragments épars qui obéissent à leurs décrets, mais nous, le Peuple Palestinien, sommes en train de nous relever plus forts que jamais, conscients que notre cause est une et indivisible. Ils sont enfermés dans la reproduction de l'oppression alors que nous produisons sans cesse la liberté, la liberté du peuple et de la patrie, capable de briser leur cercle vicieux et de faire de leurs actions de simples réactions aux nôtres. Que nous soyons dans notre patrie ou en exil, notre droit à la Palestine est un : le retour chez nous, l'autodétermination, la fin de l'occupation, la libération des prisonniers, le recouvrement des terres volées, le démantèlement des colonies et du mur d'apartheid, la préservation de Jérusalem, du Néguev et de la Galilée de la côte des entreprises d'expulsion et de judaïsation, la fin du blocus de Gaza. Toutes ces cause ne font qu'une.

La machine de répression israélienne découle de l'essence même de l'Etat d'Israël et conditionne le système et l'ensemble des lois de cet Etat : la justice, l'éducation, l'enseignement supérieur, l'aménagement, la législation, ainsi que ses institutions sécuritaires. Tous ces outils sont à la disposition d'un seul système central, d'un centre politique unique et d'une seule nature répressive, raciste et coloniale. On peut envisager d'exploiter ce régime, chaque fois que cela est possible, mais on ne peut pas trop y compter ni se faire des illusions. L'expérience nous a enseigné que le seul moyen d'atteindre nos objectifs et de recouvrer nos droits est la lutte. C'est uniquement par notre combat que les prisonniers seront libérés. Les règles israéliennes de ce jeu répressif ne seront remises en cause et nous ne pourrons nous libérer que par la lutte populaire et internationale.

Sans doute que le prix à payer sera élevé, tant au niveau personnel et familial qu'institutionnel. Mais la détermination d'un captif libre prouve que ce qui le guide, c'est sa propre liberté et celles de tous les prisonniers, c'est son reniement du jugement des tribunaux de l'occupant et du parquet foulés par les juges pantins accoutrés et beaux parleurs de l'Institution sécuritaire israélienne qui n'a de tribunal que le nom. Ce sont précisément ces juges-là qui ne sont pas libres mais bien les prisonniers de l'Institution, de la sécurité et des concepts sécuritaires. Ils se situent à l'opposé des valeurs de la justice. Ce sont des prisonniers assoiffés de revanche. Il faut dire que notre lutte pour la libération n'est pas menée uniquement par nous, les Palestiniens, elle est fortement appuyée par les révoltes dans le monde arabe et le mouvement BDS à l'échelle de la Planète. Ces actions ne sont rien d'autre que le prolongement du mouvement palestinien visant à priver le régime colonial raciste de toute légitimité, à l'isoler, à nous conforter nous-mêmes et à restituer le droit palestinien.

Au nom du mouvement des prisonniers, je dois mettre en garde contre les dangers de la soi-disant coordination sécuritaire entre, d'une part, Israël et, d'autre part, des Palestiniens et autres parties arabes quelles qu'elles soient. Les victimes d'une telle coordination ne sont autres que les combattants et les prisonniers de la liberté, ainsi que les combattants Palestiniens et Arabes pour la Palestine. Nous appelons les peuples arabes à mettre fin à la complicité de certains régimes arabes avec Israël, complicité qui se traduit par la compromission dans cette soi-disant coordination. Nous appelons, dans ce sens, au lancement d'une vigoureuse campagne arabe et palestinienne.

Suite page 6

expression

suite de la page 5

Passer une année en prison est un prix très élevé à payer à un ordre oppresseur mais la volonté libératrice de notre peuple a réussi à faire de cette année une année de résistance, de défi et de lutte. Je transmets ici un message de gratitude et d'amour à tous ceux qui agissent en vue de ma libération et notamment au comité populaire pour ma défense ainsi qu'au Comité Populaire pour la Défense des Libertés Politiques lequel a lancé une campagne pour ma libération dès le moment de mon arrestation. Depuis ma cellule, j'envoie mon affection à ma famille laquelle m'a toujours entouré de son amour et de son soutien ainsi qu'à tous ceux qui soutiennent notre cause, individus ou organisations, qu'ils soient ici ou à l'étranger. Ces gens sont constamment en contact avec nous. Ce sont nos compagnons dans notre lutte pour la Libération.

Ce que nous nous voulons, nous mouvement des prisonniers politiques, n'est pas de compter les années qui passent en détention mais de conquérir la liberté. Cette liberté est accessible car les humains sont nés libres, elle est un droit et on a le devoir de la faire valoir.

Le 15 mai, nous avons commémoré le 63ème anniversaire de la Nakba palestinienne, Nakba que nous vivons encore. Notre force a toujours pour sources la justesse de notre cause et le caractère inaliénable de nos droits. Ceux-ci ne peuvent être réalisés que par la lutte. Lutter pour notre libération ainsi qu'œuvrer en vue de nous bâtir nous-mêmes et de bâtir nos institutions sont pour nous un droit et un devoir. Le prix à payer, qu'il soit individuel ou collectif, est douloureux, mais il ne nous détournera jamais de notre objectif de la libération de l'individu, du peuple et de la terre.

Leur domination quant à elle, quelle que soit sa durée, passera alors que notre liberté est inscrite dans le mouvement même de notre destinée.

Ameer Makhoul, directeur de l'ONG Ittijah (Union des associations de communautés arabes)
Prison de Gilboa, 1 juin 2011

<http://www.aloufok.net/spip.php?article4463>

Qui sommes nous ?

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a été fondée à Paris en avril 1994 - lors de la fête de Pessah de l'an 5754 – comme section de l'Union Juive Internationale pour la paix (UJIP) disparue depuis. Elle est aujourd'hui membre de la Fédération des Juifs européens pour une Paix juste (EJJJP). Conscients de nos histoires, nous assumons notre rôle d'agir pour « créer un monde meilleur ».

Le sionisme a abouti à la création de l'Etat d'Israël qui nie le peuple palestinien et ses droits.

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne peut donc être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, par la mise en œuvre du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien et du droit de créer son propre État indépendant. Aucune solution juste et durable n'est possible sans un retrait total d'Israël de tous les territoires qu'il occupe depuis 1967 et sans le droit au retour des réfugiés palestiniens.

La forme étatique que les peuples de la région établiront dépendra de leur volonté et de l'évolution de leurs relations. Nous militons pour qu'elles évoluent dans le sens de l'égalité des droits de tous les habitants, d'une coopération mutuelle et d'une justice sociale ouvrant la voie à la paix.

L'UJFP regroupe des membres, Juifs ou non, qui œuvrent ensemble

– pour le « vivre ensemble » en France comme au Proche Orient,

– pour que des voix juives laïques et progressistes se fassent entendre,

- et sont partie prenante des combats contre tous les racismes et toutes les discriminations.

UJFP action

Pétition de "Mamans toutes égales"



Depuis la loi du 15 mars 2004 interdisant l'école publique aux élèves musulmanes portant le foulard, des exclusions se sont multipliées, non seulement à l'encontre des élèves mais aussi à l'encontre des mères d'élèves, que ce soit pour l'accompagnement des sorties scolaires ou pour la participation à des réunions au sein de l'école.

Malgré un avis de la HALDE (Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité), rappelant que l'interdiction du foulard ne

s'applique pas aux parents d'élèves, le ministre Luc Chatel a annoncé son intention d'instaurer par décret cette nouvelle discrimination. La proposition vient d'être reprise dans le programme de l'UMP pour 2012 – parmi 26 propositions tout aussi inquiétantes, légalisant notamment la discrimination à l'embauche contre les femmes portant le foulard, y compris dans le secteur privé !

Ces mesures obéissent à une même logique de stigmatisation et d'exclusion, en rupture complète avec les principes laïques tels qu'ils ont été fixés par la loi de 1905 et les lois Ferry-Goblet sur l'école. Nous refusons ce détournement de la laïcité, qui s'inscrit dans une série interminable d'offensives : loi anti-foulard, loi anti-niqab, "débat sur l'identité nationale", stigmatisation des "prières de rue", des minarets et des menus "halal", invectives de Nicolas Sarkozy sur "l'égorgeage du mouton" et de Claude Guéant sur le "trop grand nombre" de musulmans, "débat sur l'Islam" rebaptisé "débat sur la laïcité", appels à généraliser l'interdiction du foulard aux usager-e-s des services publics...

Nous refusons cette logique de guerre et de mise au ban, qui désigne les femmes portant le foulard comme des pestiférées, tend à les disqualifier aux yeux de leurs propres enfants, et leur adresse ce message implicite : "restez dans vos cuisines!"

- Parce que l'école publique ne doit pas choisir son public, parce qu'elle doit être un lieu de rencontre et non d'exclusion, parce qu'elle doit promouvoir le droit à la différence et non le mépris de l'autre ;
- Parce que nous tenons au principe de laïcité, aux libertés individuelles, à l'égalité de traitement ;
- Parce qu'un État démocratique n'a pas à imposer à ses citoyen-ne-s leur manière de s'habiller ;
- Parce que ce sont une fois de plus des musulmans, et une fois de plus des femmes, qui sont discriminé-e-s ;

Nous serons, dans les mois qui viennent, femmes et hommes, avec ou sans foulard, solidaires pour défendre un droit élémentaire : le droit pour une femme portant un foulard de vivre, travailler, et s'impliquer aussi pleinement qu'elle l'entend dans la scolarité de ses enfants, au même titre que n'importe quel autre parent. Sans attendre 2012, nous exigeons l'abandon pur et simple du projet Chatel, et l'arrêt de ces exclusions illégales.

<http://www.petitionenligne.fr/petition/mamans-toutes-egales-non-a-l'exclusion-des-meres-portant-le-foulard/1249>

UJFP 21, ter rue Voltaire, 75011 Paris 06 26 25 97 33
e-mail: contact@ujfp.org

Attention, le numéro de téléphone de l'UJFP a changé. Il est désormais le 06 26 25 97 33

Directeur de publication: A. Rosevègue

imprimerie spécial
Prix libre

UJFP expression

C'est le blocus de Gaza qui est un scandale, et non la flottille internationale

Le journal israélien Ynet publie dans son édition du 15 juin un tissu d'affabulations sur le bateau français de la flottille internationale. Fort d'informations fournies par «la communauté juive de France» il annonce que le bateau français ne partira pas suite aux pressions efficaces de cette soi-disant communauté.

Il est donc temps de remettre certaines pendules à l'heure.

Le bateau français financé et porté par l'élan de solidarité avec Gaza de dizaines de milliers de donateurs (près de 600 000 euros récoltés à 90 % en chèques de moins de 30 euros, c'est la voix du peuple qui s'exprime) se prépare avec détermination, et il partira pour faire ce que ni le gouvernement français, ni l'Union Européenne, ni ce que l'on appelle la communauté internationale ne veulent toujours pas faire, depuis quatre ans de siège d'un million et demi de personnes asphyxiées et bombardées nuit et jour, et même depuis l'opération «plomb durci»: dire stop, dire non au crime contre une population civile, imposer au gouvernement israélien la levée de ce blocus indigne et scandaleux. Le bateau français partira, chargé de personnalités représentatives de la société civile et d'élus, il se dirigera vers Gaza et portera haut et fort le message du peuple français: l'ignominie de cette politique meurtrière et sans avenir doit cesser. Le blocus doit cesser, la politique israélienne doit être sanctionnée. C'est GAZA le scandale, ce n'est pas la flottille. Ce sont les bombes au phosphore, et les bombardements sur les écoles et les hôpitaux qui sont inadmissibles, c'est l'impunité le scandale, ce n'est pas la mobilisation citoyenne pour le respect du droit international et contre les crimes de guerre.

Quant à cette fameuse «communauté juive» qui se vante du résultat de ses pressions, il s'agit de distinguer clairement ici les Instances Communautaires partisans et sélectives dans leurs indignations, au service d'une seule cause, et qui veulent embrigader d'autorité tous les juifs français dans ce mauvais combat, des juifs de France eux même, nombreux et très divers dans leurs opinions.

Il faut préciser par exemple, qu'il y aura sur ce bateau des passagers juifs, membres ou non de l'UJFP, comme il y aura des Juifs sur tous les bateaux de la flottille, souvent membres du réseau juif européen pour une paix juste (EJJP).

D'innombrables juifs français ne se reconnaissent pas plus dans la politique israélienne que dans l'acharnement du CRIF à soutenir l'insoutenable depuis plus de dix ans maintenant: l'occupation, la colonisation, l'annexion de Jérusalem, l'invasion du sud Liban en 2006, et les opérations sanglantes menées en Cisjordanie et à Gaza. Tout cela assorti à l'instar des gouvernements successifs israéliens d'hypocrites discours de paix. Cela suffit! Plus personne n'y croit.

C'est ce qui suscite sans doute un acharnement renforcé ces derniers temps et le passage à l'acte violent répété de certains groupes communautaires soutenus et encouragés par le CRIF. Ainsi aux affabulations de certaines instances communautaires s'ajoutent aujourd'hui des agressions comme l'attaque et la mise à sac du Centre International des Cultures Populaires le week end dernier, la diffamation et les menaces de personnes, et l'organisation d'une manifestation appelée par une quinzaine d'associations dites sionistes, dont la LDJ, la Ligue de Défense Juive (interdite en Israël comme aux Etats-Unis) devant le même CICP le 19 juin. On ose espérer que le préfet de Paris sensible en général aux risques de troubles à l'ordre public, ce qui lui a fait par le passé interdire des manifestations de solidarité avec la Palestine, n'hésitera pas dans ce cas précis à assurer la protection d'un centre remarquable par ses activités de solidarité avec le monde entier.

Ynet devrait vérifier ses sources afin de pas tomber dans le piège d'une désinformation orchestrée et ne pas s'abaisser à servir une aussi vile propagande. A moins que... l'hystérie politiquement entretenue en Israël ne conduise des journalistes sérieux à ne plus même chercher à vérifier leurs sources. Hystérie est le mot adéquat, à en croire le gouvernement israélien c'est une armada qui monte à l'assaut d'Israël fin juin! Un peu de sérieux! Les bateaux partent chargés de matériel humanitaire, et de militants pacifistes et non violents, ils vont à Gaza, pas à Tel-Aviv, pour manifester leur solidarité humaine et politique au peuple palestinien emprisonné. Le gouvernement israélien ne cesse de prévenir qu'il utilisera la violence. Nous attendons de notre gouvernement la protection qu'il doit à ses citoyens, en route vers Gaza qui n'est pas un territoire israélien, et qui ne sont pas des soldats mais des militants pour la justice seule garante de la paix.

Michèle Sibony - André Rosevègue, co-présidents de l'UJFP

Paris le 15 juin 2011